WASHINGTON SOUTIENT ROSS

Les États-Unis désavouent le Maroc

L'ambassadeur des Etats-Unis à Alger a affirmé, hier, que le département d'Etat américain apporte son soutien à Christopher Ross. Une position qui désavoue Rabat suite au retrait de confiance dont a fait l'objet l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Christopher Ross jouit toujours du soutien et de la confiance de l'administration américaine. L'ambassadeur des Etats-Unis à Alger l'a confirmé, hier, en exprimant un «yes» ferme et appuyé. L'affirmation de Henry S. Ensher intervient cinq jours après la décision prise par le roi du Maroc de retirer sa confiance en l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental.

Rabat avait accusé Christopher Ross d'user «dans plusieurs cas (…) d'une méthode déséquilibrée et partiale». «Les comportements contrastés de M. Ross s'écartent des grandes lignes qui ont été tracées par les négociations dans le Conseil de sécurité. Pour cela, le Maroc a décidé de retirer sa confiance», avait alors été chargé d'annoncer le gouvernement marocain à travers un communiqué.

En fait, une semaine avant l'annonce de cette décision, le ministre marocain des Affaires étrangères, Saad Eddine El Othmani, était reçu à Washington par le sous-secrétaire d'Etat américain, William Burns. Lors de la discussion, le représentant de Mohammed VI a plaidé le renvoi du représentant personnel du secrétaire général de l'ONU. Une option à laquelle s'est opposé catégoriquement William Burns.

Cette position officielle a d'ailleurs été réitérée trois jours plus tard par le porte-parole du Département d'Etat lors d'un briefing consacré à la rencontre entre les deux responsables. «Le sous-secrétaire Burns a affirmé que les Etats-Unis continuent d'appuyer les efforts visant à trouver une solution pacifique, durable et mutuellement acceptable au conflit du Sahara occidental, ainsi qu'au processus de négociation des Nations unies dirigé par l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, l'ambassadeur Christopher Ross. Rabat savait à l'avance que Washington s'opposerait au renvoi de Christopher Ross. En agissant de la sorte, Mohammed VI est allé à l'encontre de la volonté d'un des principaux protagonistes dans la gestion politique et diplomatique du dossier sahraoui.

Photo : DR

Henry S. Ensher.

Après avoir perdu l'appui de son principal allié, le désormais ex-président français Nicolas Sarkozy, voilà que le roi du Maroc subit un désaveu flagrant de la part de l'administration Obama. De son côté, Mohamed Abdelaziz a estimé, hier, que le retrait de confiance envers Christopher Ross est un signe de «la confusion et l'échec subi par le Maroc dans sa stratégie de colonisation». Rappelons que le Front Polisario avait apporté son soutien total à l'envoyé personnel de Ban Ki-moon.

Une position que partage également l'Algérie, pays ayant le statut d'observateur dans le processus de règlement de ce dossier.

T. H.

ENSHER REVIENT SUR LE TRAVEL WARNING DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT :

«Aucune relation avec les législatives»

Henry S. Ensher a expliqué, hier, que le travel warning (avertissement aux voyageurs) émis par le département d'Etat américain le 5 mai dernier n'avait «aucune relation avec l'élection législative».

«C'est une procédure de renouvellement tout à fait normale qui intervient chaque six mois. Cette fois-ci, le hasard a fait qu'elle coïncide avec ce scrutin», a indiqué l'ambassadeur des Etats-Unis à Alger. Selon lui, les autorités américaines restent «très confiantes quant à la stabilité de l'Algérie». «Le jour de l'élection, plusieurs Américains se promenaient à Alger. D'ailleurs, j'ai moi-même siroté un café à la Grande-Poste», a souligné Ensher.

T. H.

ILS BÉNÉFICIERONT D'UNE FORMATION À L'UNIVERSITÉ DE L'INDIANA

Dix étudiants algériens sélectionnés par le département d'État

Dix étudiants algériens ont été sélectionnés par le département d'Etat américain pour participer à un programme d'étude d'un mois à la Kelley School of Business, l'école de management de l'Université de l'Indiana.

Financé par la firme américaine Coca-Cola, ce programme a pour principal objectif de «développer les talents et encourager de jeunes entrepreneurs originaires de pays arabes».

«Il est important que notre entreprise participe à une telle initiative. Nous devons développer notre business en prenant en compte les attentes des communautés au sein desquelles nous travaillons», a assuré Geert Broos, président de Coca-Cola Moyen-Orient et Afrique du Nord, lors d'une cérémonie organisée hier à l'ambassade des Etats-Unis à Alger.

Le responsable de cette entreprise a, par ailleurs, annoncé le lancement de nouveaux investissements afin de renforcer les capacités de production de ses deux partenaires algériens, les groupes Fruital et Castel.

«De nouvelles lignes seront bientôt installées au niveau des sites de production de boissons gazeuses de Rouiba, Skikda et Oran», a déclaré Geert Broos.

T. H.

FLN : COUP DE THÉÂTRE DU SG

Belkhadem se soumettra à un vote de confiance

Abdelaziz Belkhadem compte soumettre son poste de secrétaire général du Front de libération nationale au vote des membres du comité central dès l'ouverture des travaux de sa prochaine session.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'est ce qu'il avait clairement signifié en tout cas, dimanche dernier, à deux personnalités nationales du parti qui sont allées le voir à Hydra au nom des membres contestataires du CC qui avaient réitéré, la veille samedi, leur retrait de confiance à l'actuel SG de l'ex-parti unique.

Les deux personnalités en question, en l'occurrence Ahmed Sbaâ, ancien moudjahid et membre du tout-puissant secrétariat permanent que dirigeait Messaâdia sous Chadli, et Mohamed Boukhalfa, également ancien moudjahid et actuel sénateur désigné dans le tiers présidentiel, ont été surprises, pour le moins, par la réaction de leur interlocuteur. Selon une source proche du parti, Sbaâ et Boukhalfa ont remis une correspondance à Belkhadem, au nom de leurs pairs du groupe contestataire. «En plus de la demande formulée de convoquer une session extraordinaire du comité central, ils lui ont expliqué que pas moins de 202 membres lui retirent sa confiance, à savoir la majorité du CC.»

Photo : Samir Sid

Pari risqué pour Belkhadem ?

Ce à quoi Belkhadem répondra, selon notre source : «Vous savez que j'ai convoqué la session du CC pour les 15 et 16 juin. Avec, comme ordre du jour, plusieurs points, notamment le bilan d'entre les deux sessions, le bilan des législatives et les préparations des élections locales. Mais puisque c'est ainsi, je vais prévoir un vote de confiance à bulletins secrets et ce, dès l'ouverture des travaux.» Il est pour le moins difficile de trouver plus démocratique comme issue que cette proposition de Belkhadem à la grave crise qui secoue le parti majoritaire depuis début avril dernier. Belkhadem avait même ajouté à l'adresse de ses visiteurs : «Nous pouvons même avancer la date de la prochaine session si vous voulez.» Peut-être même pour les 9 et 10 juin, aurait-il encore proposé.

En optant pour une telle parade, Belkhadem aura certainement lancé une véritable campagne dans les coulisses. Pari risqué pour lui ? Aurait-il reçu des assurances d'en haut de faire «retourner» la situation à son avantage au sein du comité central ?Il faut dire qu'au FLN, plus qu'ailleurs, les connexions des uns et des autres d'avec les clans au sommet sont une constante jamais démentie depuis l'avant-indépendance ! Le départ ou le maintien de Belkhadem à la tête du plus vieux parti du pays, le premier instrument politique du pouvoir en fait, dépendra exclusivement du rapport de force et de la nature des compromis qui se déterminent ailleurs qu'à Hydra.

K. A.